

**CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX
CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE DE
MARCHANDISES**

Les Etats Parties à la présente Convention,
Désirant unifier les règles de conflit de lois relatives aux
contrats de vente internationale de marchandises,
Ayant présent à l'esprit la Convention des Nations Unies
sur les contrats de vente internationale de marchandises,
conclue à Vienne le 11 avril 1980,
Sont convenus des dispositions suivantes:

**CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA
CONVENTION**

Article premier

La présente Convention détermine la loi applicable aux
contrats de vente de marchandises:

- a lorsque les parties ont leur établissement dans des Etats différents;
- b dans tous les autres cas où la situation donne lieu à un conflit entre les lois de différents Etats, à moins qu'un tel conflit ne résulte du seul choix par les parties de la loi applicable, même associé à la désignation d'un juge ou d'un arbitre.

Article 2

La Convention ne s'applique pas:

- a aux ventes sur saisie ou par autorité de justice;
- b aux ventes de valeurs mobilières, d'effets de commerce ou de monnaies; elle s'applique néanmoins aux ventes de marchandises sur documents;
- c aux ventes de marchandises achetées pour un usage personnel, familial ou domestique; elle s'applique néanmoins si le vendeur, lors de la conclusion du contrat, n'a pas su et n'a pas été censé savoir que ces marchandises étaient achetées pour un tel usage.

Article 3

Aux fins de la Convention, sont considérées comme des marchandises:

- a les navires, bateaux, aéroglisseurs et aéronefs;
- b l'électricité.

Article 4

- 1 Sont réputés ventes les contrats de fourniture de marchandises à fabriquer ou à produire, à moins que la partie qui commande celles-ci n'ait à fournir une part importante des éléments matériels nécessaires à cette fabrication ou production.

**CONVENTION ON THE LAW APPLICABLE TO
CONTRACTS FOR THE INTERNATIONAL SALE
OF GOODS**

The States Parties to the present Convention,
Desiring to unify the choice of law rules relating to
contracts for the international sale of goods,
Bearing in mind the United Nations Convention on
contracts for the international sale of goods, concluded at
Vienna on 11 April 1980,
Have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1

This Convention determines the law applicable to contracts of sale of goods –

- a between parties having their places of business in different States;
- b in all other cases involving a choice between the laws of different States, unless such a choice arises solely from a stipulation by the parties as to the applicable law, even if accompanied by a choice of court or arbitration.

Article 2

The Convention does not apply to –

- a sales by way of execution or otherwise by authority of law;
- b sales of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money; it does, however, apply to the sale of goods based on documents;
- c sales of goods bought for personal, family or household use; it does, however, apply if the seller at the time of the conclusion of the contract neither knew nor ought to have known that the goods were bought for any such use.

Article 3

For the purposes of the Convention, 'goods' includes –

- a ships, vessels, boats, hovercraft and aircraft;
- b electricity.

Article 4

- 1 Contracts for the supply of goods to be manufactured or produced are to be considered contracts of sale unless the party who orders the goods undertakes to supply a substantial part of the materials necessary for such manufacture or production.

2 Ne sont pas réputés ventes les contrats dans lesquels la part prépondérante de l'obligation de la partie qui fournit les marchandises consiste en une fourniture de main-d'oeuvre ou d'autres services.

Article 5

La Convention ne détermine pas la loi applicable:

- a à la capacité des parties et aux conséquences de la nullité ou de l'invalidité du contrat résultant de l'incapacité de l'une des parties;
- b à la question de savoir si un intermédiaire peut engager la personne pour le compte de laquelle il prétend agir ou si un organe d'une société, d'une association ou d'une personne morale peut engager cette société, association ou personne morale;
- c au transfert de propriété; néanmoins, les matières spécifiquement mentionnées à l'article 12 sont soumises à la loi applicable à la vente en vertu de la Convention;
- d aux effets de la vente à l'égard de toute personne autre que les parties;
- e aux conventions d'arbitrage et d'élection de for, même lorsqu'elles sont insérées dans le contrat de vente.

Article 6

La loi désignée par la Convention s'applique même s'il s'agit de la loi d'un Etat non contractant.

CHAPITRE II – LOI APPLICABLE

Section 1 – Détermination de la loi applicable

Article 7

1 La vente est régie par la loi choisie par les parties. L'accord des parties sur ce choix doit être exprès ou résulter clairement des termes du contrat et du comportement des parties, envisagés dans leur ensemble. Ce choix peut porter sur une partie seulement du contrat.

2 Que les parties aient ou non choisi une loi, elles peuvent convenir à tout moment de faire régir le contrat, en tout ou en partie, par une loi autre que celle qui le régissait auparavant. Toute modification quant à la détermination de la loi applicable intervenue postérieurement à la conclusion du contrat ne porte pas atteinte à la validité en la forme du contrat, ni aux droits des tiers.

Article 8

1 Dans la mesure où la loi applicable à la vente n'a pas été choisie par les parties conformément aux dispositions de l'article 7, la vente est régie par la loi de l'Etat dans lequel le vendeur a son établissement au moment de la conclusion du contrat.

2 Toutefois, la vente est régie par la loi de l'Etat dans lequel l'acheteur a son établissement au moment de la conclusion du contrat, si:

- a des négociations ont été menées et le contrat a été conclu par les parties présentes dans cet Etat; ou

2 Contracts in which the preponderant part of the obligations of the party who furnishes goods consists of the supply of labour or other services are not to be considered contracts of sale.

Article 5

The Convention does not determine the law applicable to –

- a the capacity of the parties or the consequences of nullity or invalidity of the contract resulting from the incapacity of a party;
- b the question whether an agent is able to bind a principal, or an organ to bind a company or body corporate or unincorporate;
- c the transfer of ownership; nevertheless, the issues specifically mentioned in Article 12 are governed by the law applicable to the contract under the Convention;
- d the effect of the sale in respect of any person other than the parties;
- e agreements on arbitration or on choice of court, even if such an agreement is embodied in the contract of sale.

Article 6

The law determined under the Convention applies whether or not it is the law of a Contracting State.

CHAPTER II – APPLICABLE LAW

Section 1 – Determination of the applicable law

Article 7

1 A contract of sale is governed by the law chosen by the parties. The parties' agreement on this choice must be express or be clearly demonstrated by the terms of the contract and the conduct of the parties, viewed in their entirety. Such a choice may be limited to a part of the contract.

2 The parties may at any time agree to subject the contract in whole or in part to a law other than that which previously governed it, whether or not the law previously governing the contract was chosen by the parties. Any change by the parties of the applicable law made after the conclusion of the contract does not prejudice its formal validity or the rights of third parties.

Article 8

1 To the extent that the law applicable to a contract of sale has not been chosen by the parties in accordance with Article 7, the contract is governed by the law of the State where the seller has his place of business at the time of conclusion of the contract.

2 However, the contract is governed by the law of the State where the buyer has his place of business at the time of conclusion of the contract, if –

- a negotiations were conducted, and the contract concluded by and in the presence of the parties, in that State; or

b le contrat prévoit expressément que le vendeur doit exécuter son obligation de livraison des marchandises dans cet Etat; ou

c la vente a été conclue aux conditions fixées principalement par l'acheteur et en réponse à une invitation qu'il a adressée à plusieurs personnes mises en concurrence (appel d'offres).

3 A titre exceptionnel, si, en raison de l'ensemble des circonstances, par exemple de relations d'affaires entre les parties, la vente présente des liens manifestement plus étroits avec une loi autre que celle qui serait applicable au contrat selon les paragraphes 1 ou 2, la vente est régie par cette autre loi.

4 Le paragraphe 3 ne s'applique pas lorsque, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des Etats qui ont fait la réserve prévue à l'article 21, paragraphe 1, alinéa b.

5 Le paragraphe 3 ne s'applique pas aux questions réglées dans la *Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises* (Vienne, 11 avril 1980) si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des Etats différents qui sont tous deux Parties à cette Convention.

Article 9

La vente aux enchères ou la vente réalisée dans un marché de bourse est régie par la loi choisie par les parties conformément à l'article 7, dans la mesure où la loi de l'Etat où sont effectuées les enchères ou celle de l'Etat où se trouve la bourse n'interdit pas ce choix. En l'absence d'un tel choix ou dans la mesure où ce choix est interdit, la loi de l'Etat où sont effectuées les enchères ou celle de l'Etat où se trouve la bourse s'applique.

Article 10

1 Les questions concernant l'existence et la validité au fond du consentement des parties sur le choix de la loi applicable sont réglées, lorsque ce choix répond aux conditions de l'article 7, par la loi choisie. Si d'après cette loi le choix n'est pas valable, la loi applicable à la vente est déterminée par application de l'article 8.

2 L'existence et la validité au fond du contrat de vente ou d'une disposition de celui-ci sont réglées par la loi qui serait applicable en vertu de la Convention si le contrat ou la disposition était valable.

3 Toutefois, pour établir qu'elle n'a pas consenti au choix de la loi du contrat, au contrat lui-même ou à une disposition de celui-ci, une partie peut se référer à la loi de l'Etat dans lequel elle a son établissement s'il résulte des circonstances qu'il ne serait pas raisonnable d'en décider conformément à la loi désignée aux paragraphes précédents.

Article 11

1 Un contrat de vente conclu entre des personnes qui se trouvent dans un même Etat est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de la loi qui le régit au fond en vertu de la Convention ou de la loi de l'Etat dans lequel il a été conclu.

2 Un contrat de vente conclu entre des personnes qui se trouvent dans des Etats différents est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de la loi qui le régit au fond en vertu de la Convention ou de la loi de l'un de ces Etats.

b the contract provides expressly that the seller must perform his obligation to deliver the goods in that State; or

c the contract was concluded on terms determined mainly by the buyer and in response to an invitation directed by the buyer to persons invited to bid (a call for tenders).

3 By way of exception, where, in the light of the circumstances as a whole, for instance any business relations between the parties, the contract is manifestly more closely connected with a law which is not the law which would otherwise be applicable to the contract under paragraphs 1 or 2 of this Article, the contract is governed by that other law.

4 Paragraph 3 does not apply if, at the time of the conclusion of the contract, the seller and the buyer have their places of business in States having made the reservation under Article 21 paragraph 1 sub-paragraph b.

5 Paragraph 3 does not apply in respect of issues regulated in the *United Nations Convention on contracts for the international sale of goods* (Vienna, 11 April 1980) where, at the time of the conclusion of the contract, the seller and the buyer have their places of business in different States both of which are Parties to that Convention.

Article 9

A sale by auction or on a commodity or other exchange is governed by the law chosen by the parties in accordance with Article 7 to the extent to which the law of the State where the auction takes place or the exchange is located does not prohibit such choice. Failing a choice by the parties, or to the extent that such choice is prohibited, the law of the State where the auction takes place or the exchange is located shall apply.

Article 10

1 Issues concerning the existence and material validity of the consent of the parties as to the choice of the applicable law are determined, where the choice satisfies the requirements of Article 7, by the law chosen. If under that law the choice is invalid, the law governing the contract is determined under Article 8.

2 The existence and material validity of a contract of sale, or of any term thereof, are determined by the law which under the Convention would govern the contract or term if it were valid.

3 Nevertheless, to establish that he did not consent to the choice of law, to the contract itself, or to any term thereof, a party may rely on the law of the State where he has his place of business, if in the circumstances it is not reasonable to determine that issue under the law specified in the preceding paragraphs.

Article 11

1 A contract of sale concluded between persons who are in the same State is formally valid if it satisfies the requirements either of the law which governs it under the Convention or of the law of the State where it is concluded.

2 A contract of sale concluded between persons who are in different States is formally valid if it satisfies the requirements either of the law which governs it under the Convention or of the law of one of those States.

3 Lorsque le contrat est conclu par un représentant, l'Etat auquel il doit être fait référence pour l'application des paragraphes précédents est celui où le représentant se trouve au moment où il agit.

4 Un acte juridique unilatéral relatif à une vente conclue ou à conclure est valable quant à la forme s'il satisfait aux conditions de la loi qui régit ou régirait au fond la vente en vertu de la présente Convention ou de la loi de l'Etat dans lequel cet acte est intervenu.

5 La Convention ne s'applique pas à la validité en la forme du contrat de vente, lorsque l'une des parties au contrat a son établissement, au moment de la conclusion du contrat, dans un Etat qui a fait la réserve prévue à l'article 21, paragraphe 1, alinéa c.

Section 2 – Domaine de la loi applicable

Article 12

La loi applicable à la vente en vertu des articles 7, 8 ou 9 régit notamment:

- a l'interprétation du contrat;
- b les droits et obligations des parties et l'exécution du contrat;
- c le moment à partir duquel l'acheteur a droit aux produits et aux fruits des marchandises;
- d le moment à partir duquel l'acheteur supporte les risques relatifs aux marchandises;
- e la validité et les effets entre les parties des clauses de réserve de propriété;
- f les conséquences de l'inexécution du contrat, y compris les chefs de préjudice pouvant donner lieu à réparation, à l'exclusion de ce qui relève de la loi de procédure du forum;
- g les divers modes d'extinction des obligations, ainsi que les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai;
- h les conséquences de la nullité ou de l'invalidité du contrat.

Article 13

La loi de l'Etat où a lieu l'examen des marchandises s'applique, sauf clause expresse contraire, aux modalités et à la procédure de cet examen.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 14

1 Si une partie a plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération est celui qui a la relation la plus étroite avec le contrat et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat.

2 Si une partie n'a pas d'établissement, sa résidence habituelle en tient lieu.

Article 15

Au sens de la Convention, le terme «loi» désigne le droit en vigueur dans un Etat, à l'exclusion des règles de conflit de lois.

3 Where the contract is concluded by an agent, the State in which the agent acts is the relevant State for the purposes of the preceding paragraphs.

4 An act intended to have legal effect relating to an existing or contemplated contract of sale is formally valid if it satisfies the requirements either of the law which under the Convention governs or would govern the contract, or of the law of the State where the act was done.

5 The Convention does not apply to the formal validity of a contract of sale where one of the parties to the contract has, at the time of its conclusion, his place of business in a State which has made the reservation provided for in Article 21 paragraph 1 sub-paragraph c.

Section 2 – Scope of the applicable law

Article 12

The law applicable to a contract of sale by virtue of Articles 7, 8 or 9 governs in particular –

- a interpretation of the contract;
- b the rights and obligations of the parties and performance of the contract;
- c the time at which the buyer becomes entitled to the products, fruits and income deriving from the goods;
- d the time from which the buyer bears the risk with respect to the goods;
- e the validity and effect as between the parties of clauses reserving title to the goods;
- f the consequences of non-performance of the contract, including the categories of loss for which compensation may be recovered, but without prejudice to the procedural law of the forum;
- g the various ways of extinguishing obligations, as well as prescription and limitation of actions;
- h the consequences of nullity or invalidity of the contract.

Article 13

In the absence of an express clause to the contrary, the law of the State where inspection of the goods takes place applies to the modalities and procedural requirements for such inspection.

CHAPTER III – GENERAL PROVISIONS

Article 14

1 If a party has more than one place of business, the relevant place of business is that which has the closest relationship to the contract and its performance, having regard to the circumstances known to or contemplated by the parties at any time before or at the conclusion of the contract.

2 If a party does not have a place of business, reference is to be made to his habitual residence.

Article 15

In the Convention 'law' means the law in force in a State other than its choice of law rules.

Article 16

Pour l'interprétation de la Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 17

La Convention ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi du forum qui s'imposent quelle que soit la loi applicable au contrat.

Article 18

L'application d'une des lois désignées par la Convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Article 19

A l'effet de déterminer la loi applicable selon la Convention, lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a son propre système de droit ou ses propres règles en matière de vente de marchandises, toute référence à la loi de cet Etat sera considérée comme visant la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée.

Article 20

Un Etat dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres systèmes de droit ou leurs propres règles en matière de vente n'est pas tenu d'appliquer la Convention aux conflits entre les lois en vigueur dans ces unités territoriales.

Article 21

1 Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion pourra faire la réserve:

a qu'il n'appliquera pas la Convention dans les cas visés à l'alinéa *b* de l'article premier;

b qu'il n'appliquera pas le paragraphe 3 de l'article 8, sauf lorsque aucune des parties ou contrat n'a son établissement dans un Etat qui a fait la réserve prévue au présent alinéa;

c que, dans les cas où sa législation exige que les contrats de vente soient conclus ou constatés par écrit, il n'appliquera pas la Convention à la validité en la forme du contrat, lorsque l'une des parties aura, au moment de la conclusion du contrat, son établissement sur son territoire;

d qu'il n'appliquera pas l'alinéa *g* de l'article 12, en tant qu'il porte sur les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai.

2 Aucune autre réserve ne sera admise.

3 Tout Etat contractant pourra à tout moment retirer une réserve qu'il aura faite; l'effet de la réserve cessera le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification du retrait.

Article 22

1 La présente Convention ne prévaut pas sur une convention ou un autre accord international conclu ou à conclure qui contient des dispositions déterminant la loi

Article 16

In the interpretation of the Convention, regard is to be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 17

The Convention does not prevent the application of those provisions of the law of the forum that must be applied irrespective of the law that otherwise governs the contract.

Article 18

The application of a law determined by the Convention may be refused only where such application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).

Article 19

For the purpose of identifying the law applicable under the Convention, where a State comprises several territorial units each of which has its own system of law or its own rules of law in respect of contracts for the sale of goods, any reference to the law of that State is to be construed as referring to the law in force in the territorial unit in question.

Article 20

A State within which different territorial units have their own systems of law or their own rules of law in respect of contracts of sale is not bound to apply the Convention to conflicts between the laws in force in such units.

Article 21

1 Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession make any of the following reservations –

a that it will not apply the Convention in the cases covered by sub-paragraph *b* of Article 1;

b that it will not apply paragraph 3 of Article 8, except where neither party to the contract has his place of business in a State which has made a reservation provided for under this sub-paragraph;

c that, for cases where its legislation requires contracts of sale to be concluded in or evidenced by writing, it will not apply the Convention to the formal validity of the contract, where any party has his place of business in its territory at the time of conclusion of the contract;

d that it will not apply sub-paragraph *g* of Article 12 in so far as that sub-paragraph relates to prescription and limitation of actions.

2 No other reservation shall be permitted.

3 Any Contracting State may at any time withdraw a reservation which it has made; the reservation shall cease to have effect on the first day of the month following the expiration of three months after notification of the withdrawal.

Article 22

1 This Convention does not prevail over any convention or other international agreement which has been or may be entered into and which contains provisions

applicable en matière de vente, à condition qu'un tel instrument ne soit applicable que si le vendeur et l'acheteur ont leur établissement dans des Etats Parties à cet instrument.

2 La Convention ne prévaut pas non plus sur une convention internationale, à laquelle un Etat contractant est ou sera Partie, relative à la détermination de la loi applicable à une catégorie particulière de vente, entrant dans le champ d'application de la présente Convention.

Article 23

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application:

- a de la *Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises* (Vienne, 11 avril 1980);
- b de la *Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises* (New York, 14 juin 1974), ni du *Protocole* modifiant cette Convention (Vienne, 11 avril 1980).

Article 24

La Convention s'applique dans un Etat contractant aux ventes conclues après son entrée en vigueur pour cet Etat.

C H A P I T R E IV – C L A U S E S F I N A L E S

Article 25

- 1 La Convention sera ouverte à la signature de tous les Etats.
- 2 La Convention pourra donner lieu à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats signataires.
- 3 La Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats qui ne sont pas signataires à partir de la date à laquelle elle sera ouverte à la signature.
- 4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Article 26

- 1 Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.
- 2 Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.
- 3 Si un Etat ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet Etat.

Article 27

- 1 La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification,

determining the law applicable to contracts of sale, provided that such instrument applies only if the seller and buyer have their places of business in States Parties to that instrument.

2 This Convention does not prevail over any international convention to which a Contracting State is, or becomes, a Party, regulating the choice of law in regard to any particular category of contracts of sale within the scope of this Convention.

Article 23

This Convention does not prejudice the application –

- a of the *United Nations Convention on contracts for the international sale of goods* (Vienna, 11 April 1980);

- b of the *Convention on the limitation period in the international sale of goods* (New York, 14 June 1974), or the *Protocol* amending that Convention (Vienna, 11 April 1980).

Article 24

The Convention applies in a Contracting State to contracts of sale concluded after its entry into force for that State.

C H A P T E R IV – F I N A L C L A U S E S

Article 25

- 1 The Convention is open for signature by all States.
- 2 The Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
- 3 The Convention is open for accession by all States which are not signatory States as from the date it is open for signature.
- 4 Instruments of ratification, acceptance, approval and accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

Article 26

- 1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.
- 2 Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.
- 3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of that State.

Article 27

- 1 The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the fifth instrument of ratification,

d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par l'article 25.

2 Par la suite, la Convention entrera en vigueur:

a pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 26, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

Article 28

Pour tout Etat, Partie à la *Convention sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels*, conclue à La Haye le 15 juin 1955, qui a consenti à être lié par la présente Convention et à l'égard duquel la présente Convention est en vigueur, la présente Convention remplace ladite Convention de 1955.

Article 29

Tout Etat qui devient Partie à cette Convention après l'entrée en vigueur d'un instrument portant révision de celle-ci sera considéré comme Partie à la Convention ainsi révisée.

Article 30

1 Tout Etat Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

Article 31

Le dépositaire notifiera aux Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux Etats qui auront signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux dispositions de l'article 25:

- a les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions visées à l'article 25;
- b la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 27;
- c les déclarations mentionnées à l'article 26;
- d les réserves et le retrait des réserves prévus à l'article 21;
- e les dénonciations visées à l'article 30.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à la Haye, le 22 décembre 1986, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Session extraordinaire d'octobre 1985 ainsi qu'à tout Etat ayant participé à cette Session.

acceptance, approval or accession referred to in Article 25.

2 Thereafter the Convention shall enter into force –

a for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

b for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 26 on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

Article 28

For each State Party to the *Convention on the Law Applicable to International Sales of Goods*, done at The Hague on 15 June 1955, which has consented to be bound by this Convention and for which this Convention is in force, this Convention shall replace the said Convention of 1955.

Article 29

Any State which becomes a Party to this Convention after the entry into force of an instrument revising it shall be considered to be a Party to the Convention as revised.

Article 30

1 A State Party to this Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary.

2 The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of three months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary.

Article 31

The depositary shall notify the States Members of the Hague Conference on Private International Law and the States which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Article 25, of the following –

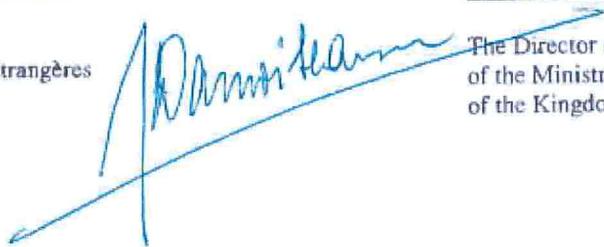
- a the signatures and ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 25;
- b the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 27;
- c the declarations referred to in Article 26;
- d the reservations and the withdrawals of reservations referred to in Article 21;
- e the denunciations referred to in Article 30.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the twenty second day of December 1986, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law as of the date of its Extraordinary Session of October 1985, and to each State which participated in that Session.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "D. van der Heijden". The signature is written diagonally from the bottom left towards the top right.

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands